

quelques particuliers de la région de Québec sur cette lamentable affaire. La personne qu'il a questionnée a comparu devant le comité permanent de l'agriculture au nom du Conseil canadien de commercialisation du porc. Je voudrais parler à la Chambre de l'opposition qu'a rencontrée le député chez les membres libéraux du comité permanent de l'agriculture. A leur avis, il n'avait pas à discuter de ce problème urgent. Ce n'est qu'un exemple, entre bien d'autres, de la morgue bien connue des libéraux; cela montre parfaitement la façon dont ils abordent les graves problèmes qui se posent aux Canadiens.

Si nous avons la liberté dont nous jouissons actuellement c'est parce que jusqu'ici on a permis aux gens de se faire entendre. Les gens ont été suffisamment intelligents pour rejeter le mensonge et retenir la vérité. J'estime qu'à l'heure actuelle notre intérêt public devrait se fonder là-dessus. Et pourtant nous voyons régulièrement l'administration libérale essayer de baillonner les députés. Il semble également que le gouvernement ne sache pas ou ne connaisse pas vraiment les faits relatifs à cette grève. Le 8 avril comme en fait foi la page 4593 du hansard le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a déclaré:

Monsieur l'Orateur, selon des renseignements reçus aujourd'hui, les gens disposent encore de stocks de grain et il n'existe pas vraiment de pénurie de provendes. Ni les bestiaux ni les volailles ne manquent de nourriture. Nous surveillons la situation de très près et nous intervenons autant que nous le pouvons par tous les moyens possibles, comme je l'ai dit.

Deux jours plus tard le ministre de l'Agriculture changeait soudainement d'avis. Comme en témoigne le hansard du 10 avril à la page 4672 il a déclaré:

Monsieur l'Orateur, la situation se détériore rapidement et à moins qu'on obtienne des injonctions interdisant les piquets de grève aux éleveurs à Québec et à Trois-Rivières, les éleveurs perdront une partie de leurs volailles et de leur bétail. Nous savons qu'on a demandé aux gens de partager les provendes dans la région et qu'on en transporte par camions de Montréal et de Prescott. Nous doutons cependant que cela suffise pour répondre aux besoins qui se feront sentir d'ici un jour ou deux.

J'aimerais citer maintenant à la Chambre 11 questions qui ont été abordées dans les conversations avec l'Association des meuniers. Contrairement aux déclarations faites par le ministre de l'Agriculture cette Association estime que la situation prend des proportions dramatiques. Elle prépare une injonction pour obliger le tribunal de Trois-Rivières d'intervenir si la situation ne change pas d'ici la fin de semaine. Elle confond les mots «dispositions» et «accès». Le ministre a dit qu'il semblait y avoir suffisamment de grain. L'Association des meuniers dit que le grain est peut-être là mais que les agriculteurs ne peuvent pas y avoir accès. En Beauce, la semaine dernière, les éleveurs conduisaient leur bétail à l'abattoir; cette semaine, cela se passe surtout à Nicolet, à Saint-Hyacinthe et à Yamaska. Les agriculteurs disent qu'ils le font à cause de la pénurie de grains.

Les éleveurs s'approvisionnent habituellement tous les trois ou quatre jours. S'il y a du grain à Prescott, les éleveurs ne peuvent pas aller le chercher là-bas et le transporter en camion tous les trois ou quatre jours. Les éleveurs ne pensent même pas à la hausse de prix que la grève entraînera pour eux; ce qui les inquiète surtout, c'est de pouvoir obtenir assez de nourriture pour leur bétail. S'ils doivent aller chercher les grains de Thunder Bay ou à Prescott, leur prix deviendra prohibitif. Les camions ont pu passer à Québec samedi et dimanche, mais pas à Montréal ni à Trois-Rivières. Certains éleveurs du Sud du Québec ont déjà envoyé des vœux à l'abattoir à cause de la pénurie de grains; il s'agissait de vœux qui n'étaient pas encore assez lourds pour l'abattage. Dans l'ensemble de la

Grève des débardeurs

province, les éleveurs devront abattre leurs bêtes sous peu parce qu'ils ne peuvent pas changer subitement la nourriture de leur bétail.

Il semble que le ministre ne connaisse pas toute la vérité et, pour terminer, j'aimerais lui poser deux questions, puisque le gouvernement ne donne pas au pays les réponses qu'il attend de lui. J'espère sincèrement que les Canadiens ne seront pas de nouveau déçus. Comme il se fait tard et que, je le répète, tout ce qui devait être dit l'a été, il ne reste plus au gouvernement qu'à agir. Je demande au ministre s'il compte présenter des mesures spéciales pour régler cette grave situation. La population canadienne espère qu'il va intervenir.

● (0220)

[Français]

M. Gaston Clermont (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, sans diminuer l'importance du débat d'urgence qui a commencé hier soir à 8 heures, je me dois d'informer les députés des partis d'opposition que les députés du parti ministériel n'ont pas attendu ce débat d'urgence pour faire des instances nécessaires auprès du ministre de l'Agriculture du Canada (M. Whelan) et du ministre responsable devant ce Parlement de la Commission canadienne du blé (M. Lang). A différentes reprises, et je ne suis pas le seul à l'avoir fait, un certain nombre de noms ont été mentionnés dans cette Chambre, soit par le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) ou bien par mon collègue de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (M. Béchard). Je dois en ajouter un autre, soit celui du député de Pontiac (M. Lefebvre), et je me joins à mes collègues pour faire un appel pressant aux deux parties en cause dans la grève qui affecte les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec, pour qu'elles prennent en sérieuse considération le problème humain comme le député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine l'a mentionné. Il n'est pas seulement question du transport des grains de provende, et il est aussi question de marchandises pour la consommation, et il a mentionné en outre les Îles-de-la-Madeleine.

J'ai été surpris des remarques que les députés de Saint-Hyacinthe, de Rocky Mountain (MM. Wagner et Clark) et d'autres députés ont faites sur l'intervention du ministre de la Consommation et des Corporations. Ils semblent avoir été surpris que le ministre ait participé à ce débat, ils ont laissé entendre que le ministre en question parlait pour le ministre de l'Agriculture.

Le député de Papineau (M. Ouellet), monsieur le président, pouvait parler en son nom pour différentes raisons, mais je vais en mentionner au moins deux. Premièrement, comme ministre des consommateurs, il sait très bien que si la grève dans les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec, continue encore longtemps, cela va vouloir dire que les coûts de production pour les producteurs de bétail au Québec va augmenter, et on sait ce qui arrive dans ces cas, ces coûts augmentés sont souvent transférés aux consommateurs.

Aussi, il me fait plaisir ce matin de rendre justice au député de Papineau.

Nous savons nous, du côté ministériel, que le député de Papineau, depuis plusieurs années, s'est intéressé de très près à la question de l'approvisionnement en grains de provende pour le Québec. On a accusé certains ministres de ce gouvernement de ne pas être présents durant ce débat d'urgence. Je suis informé de source autorisée, monsieur le président, que les représentants de l'UFA ont